

MAIRIE de MIOS



Ville de Mios
Hôtel de ville
Place du **XI** Novembre
33 380 MIOS

**PROJET D'EXTENSION
DU CLUB DU 3^{ème} AGE**

Allée de la Plage
33 380 MIOS

C.C.A.P

C a b i n e t K R I E G E R a r c h i t e c t e s

36, rue du 14 juillet
33 260 LA TESTE DE BUCH
Tél : 05 57 15 15 25 – Fax : 05 57 15 15 30

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ

- 1.1. Objet du marché, emplacement des travaux, domicile de l'entrepreneur
- 1.2. Tranches et lots
- 1.3. Travaux intéressant la défense
- 1.4. Contrôle des prix de revient
- 1.5. Maîtrise d'œuvre
- 1.6. Contrôle technique au sens de la loi du 4/01/78 sur la responsabilité et l'assurance construction

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES, VARIATIONS DANS LES PRIX, RÈGLEMENT DES COMPTES

- 3.1. Répartition des paiements
- 3.2. Tranche(s) conditionnelle(s)
- 3.3. Contenu des prix, mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes, travaux en régie
- 3.4. Variation dans les prix
- 3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants
- 3.6. Règlement des entreprises

4. DÉLAIS D'EXÉCUTION, PENALITÉS ET PRIMES

- 4.1. Délais d'exécution des travaux
- 4.2. Prolongation du délai d'exécution
- 4.3. Pénalités pour retard – primes d'avance
- 4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après réception

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

- 5.1. Cautionnement
- 5.2. Avance forfaitaire
- 5.3. Avances sur matériels

6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

- 6.1. Provenance des matériaux et produits
- 6.2. Mise à disposition des lieux d'emprunt
- 6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- 6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 7.1. Piquetage général
- 7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 8.1. Période de préparation, programme d'exécution des travaux
- 8.2. Plans d'exécution, notes de calculs, étude de détails
- 8.3. Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail
- 8.4. Organisation – hygiène et sécurité des chantiers
- 8.5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public
- 8.6. Protection des nappes phréatiques
- 8.7. Incendies
- 8.8. Sujétions diverses

9. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

- 9.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours
- 9.2. Réception
- 9.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

- 9.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9.5. Documents fournis après exécution
- 9.6. Délai de garantie
- 9.7. Garanties particulières
- 9.8. Assurances

10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **les travaux d'extension du club du 3^{ème} âge, sur la commune de Mios.**

Les travaux auront une durée maximale de **23 semaines**, compris la période de préparation.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication, dans l'Acte d'Engagement (AE) du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement portées à la Mairie de **MIOS**, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître **au représentant du pouvoir adjudicateur**, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2. Tranches et lots

Les travaux sont répartis en lots selon la numérotation ci-dessous :

- 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT
- 01 GROS ŒUVRE ENDUITS
- 02 CHARPENTE BOIS – COUVERTURE – ZINGUERIE
- 03 MENUISERIES EXTERIEURES
- 04 PLATRERIE
- 05 PLOMBERIE SANITAIRE – VENTILATION – CHAUFFAGE
- 06 ELECTRICITE
- 07 CARRELAGES FAIENCES
- 08 PEINTURES

1.3. Travaux intéressant la défense : sans objet.

1.4. Contrôle des prix de revient : sans objet.

1.5. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base au sens du décret n° 93.1268 du 29 Novembre 1993.

Les éléments constitutifs de sa mission sont les suivants :

- ❖ ESQ Esquisse
- ❖ APS Avant projet sommaire
- ❖ APD Avant projet définitif
- ❖ PRO Projet de conception générale
- ❖ ACT Assistance passation des contrats de travaux
- ❖ VISA Visa des études d'exécution
- ❖ DET Direction de l'exécution des contrats de travaux
- ❖ AOR Assistance opérations de réception

1.6. Contrôle technique au sens de la loi du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction.

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle technique. Le Bureau de Contrôle est **APAVE**.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

a) Pièces particulières :

- Acte d'engagement (AE)
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) + annexe calendrier prévisionnel
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) assorti des plans représentant les ouvrages à exécuter dont la liste est donnée dans la Nomenclature des Pièces du Dossier
- Rapport initial de contrôle technique

- Etude de sol
- Notice de sécurité
- avis de la commission de sécurité
- le planning prévisionnel des travaux

b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2. :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés privés de travaux.
- Fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du Ministère en charge de l'équipement, de l'aménagement du territoire et des transports.
- Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par le décret n° 76-87 du 21 Janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS/DTU) énumérés à l'annexe n°1 de la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances relative au Cahier des Clauses Administratives Spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'Annexe 2 de ladite circulaire.

c) Pièces complémentaires

Décomposition du prix total présenté sous la forme d'un DDPGF (détail de décomposition des prix globaux et forfaitaires) établi par l'entreprise, sur le modèle du présent dossier.

Ce détail estimatif n'aura valeur contractuelle que pour l'estimation des travaux ordonnés en plus ou en moins (application des articles 15 et 16 du CCAG).

Engagement sur les dates de démarrage des travaux, d'achèvement des travaux et essais des fournitures et essais de matériels d'équipement.

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES, VARIATION DANS LES PRIX, REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants éventuels.

3.2. Tranche(s) conditionnelle(s) : sans objet.

3.3. Contenu des prix, mode d'évaluation des ouvrages & de règlement des comptes travaux en régie

5.1.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre :

- toutes les prescriptions précisées à l'article 10.11 du CCAG
- les sujétions entraînées par l'exécution simultanée des travaux d'autres corps d'état
- les travaux de raccordement aux réseaux existants, les incidences éventuelles de voirie pour clôture de chantier et remise en état
- les incidences considérées comme normalement prévisibles, relatives aux intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après
- les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché : voirie extérieure en périphérie du chantier.

a) Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau ci-après sont réputées comprises dans les prix de la colonne 2.

NATURE DES DEPENSES	LOT
• Exécution des voies d'accès provisoire et signalisation des accès	01
• Exécution des branchements provisoires eau et électricité	01
• Etablissement des clôtures de chantier	01
• Etablissement du panneau de chantier	01
• Installation d'éclairage et de signalisation du chantier	01
• Installations communes de sécurité et d'hygiène	01
• Installation du local mis à la disposition du maître d'œuvre	01
• Installation du téléphone de chantier	01
• Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments	03
• Réseau provisoire int. d'électricité y compris son raccordement électricité	01

b) Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus en a) sont réputées prévues au marché de l'entreprise :

- Les charges temporaires de voirie et de police
- Les frais de gardiennage et de fermeture provisoire des bâtiments.
Pour le nettoyage du chantier :
- L'entrepreneur met une benne à disposition du chantier.
- L'entrepreneur a la charge de l'enlèvement des déblais stockés, et de leur transport à la décharge publique contrôlée.

c) Dépenses diverses

Les dépenses indiquées ci-après :

- Evacuation des gravats.
- Consommation d'eau, d'électricité, de téléphone
- Chauffage du chantier
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés.

5.1.2. Aucune facilité particulière ne sera accordée à l'entrepreneur au-delà de celles prévues au 8.4.1. ci-après.

5.1.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- Par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'état des prix forfaitaires (DPGF).
- Par l'application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

5.1.4. Travaux en régie :

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG, des travaux hors marchés seront réalisés par la Ville de MIOS (voir CCTP).

5.1.5. Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

Les projets de décomptes seront cumulatifs, à l'identique du devis du marché.

5.1.6. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine :

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériels pris en compte et qu'il les a effectivement payés, l'entrepreneur pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- Pour les éléments de matériels approvisionnés en usine à 100 %, 50% de la valeur « fourniture » des matériels correspondants.
- Pour les matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée à 100 %, 50 % de leur valeur « fourniture ».

5.1.7. Approvisionnements :

Pour l'application de l'article 3.3.6. ci-dessus, il est précisé que les approvisionnements figurant aux bordereaux des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires, peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il a acquis en toute propriété et effectivement payé les matériels pris en compte, l'entrepreneur peut faire figurer dans un projet de décompte, 50% du prix des matériaux approvisionnés sur le chantier en vue de l'exécution des travaux.

Les approvisionnements ne sont pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

5.2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix de chacun des lots du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputés réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1. Les prix sont fermes, non actualisables et non révisables.**3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché :**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **juillet 2012**.

3.4.3. Choix de l'index de référence : Sans objet.**3.4.4. Choix de l'index :** sans objet.**3.4.5. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables :** Sans objet.**3.4.6. Actualisation des frais de coordination :** sans objet.**3.4.7. Actualisation provisoire :** Sans objet.**3.4.8. Application de la T.V.A.**

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants**3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la décision prévue à l'article 2.41 du CCAG travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - Les modalités de calcul et de versement des avances et des acomptes
 - La date (ou le mois) d'établissement des prix
 - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.

3.5.2. Modalité de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur qui a

conclu le contrat de sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

3.6 Règlement des entreprises

Les entreprises seront payées par **mandat administratif** à 30 jours après réception de leur situation au siège du Maître d'Ouvrage. (visas des Maîtres d'œuvre = 8 jours maximum).

4. DELAIS D'EXECUTION, PENALITES ET PRIMES

4.1. Délai d'exécution des travaux

4.1.1. Les stipulations correspondantes pour le délai d'ensemble figurent dans l'acte d'engagement (rappel du délai global : 19 semaines + 4 semaines de préparation).

4.1.2. Calendrier général détaillé d'exécution

Il est établi par l'entreprise titulaire du marché.

Il met en évidence :

- les tâches à accomplir pour exécuter l'ensemble des ouvrages et l'enchaînement de ces tâches,
- pour chacune des tâches, la durée et les dates au plus tôt et au plus tard de début, de fin ainsi que les marges disponibles pour leur exécution,
- les tâches qui conditionnent le délai global d'exécution.

4.2. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq jours calendaires (5).

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de 22 de l'article 19 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé :

- ❖ D'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limite ci-après, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Nature du phénomène	Intensité limite + durée limite		
	G.O. CHARP COUV	ETANCHEITE	SOLS COLLES
Pluie	5 mm / 24 heures	9 mm / 24 heures	
Vent	16 m / seconde		
Neige	0		
Température	2°C à 8 heures		10 ° C à 8 h

Un relevé météorologique devra être fourni par le ou les entrepreneurs demandant l'application de cette clause.

4.3. Pénalités pour retard – Primes d'avance

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux visé à l'article 4.1.2.

4.3.1. Retard sur délai global

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4.3.2. Retards sur délais intermédiaires

Des retenues sont appliquées en cas de retard dans l'exécution en cours de travaux par rapport aux dates correspondant aux tâches critiques telles qu'elles figurent au calendrier général détaillé d'exécution visé à l'article 4.1.2.

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives si l'une des deux conditions suivante est remplie :

- ❖ Ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux dans le délai d'ensemble figurant dans l'A.E.
- ❖ Ou l'entrepreneur bien qu'ayant terminé les travaux dans ce délai a provoqué des retards dans l'exécution des ouvrages visés à l'article 3.3.1. à réaliser simultanément.

Elles sont cumulables avec la pénalité prévue à l'article 4.3.1.

Le montant fixé par jour calendaire des retenues (ou pénalités) pour retard intermédiaire est égal à 0.2% du montant H.T. du marché de l'entrepreneur responsable. Les pénalités appliquées ne pourront pas dépasser 5% du montant du lot ou des lots assumés par une entreprise.

4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entreprise dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, après mise en demeure, sans préjudice d'une pénalité par jour de retard d'un montant identique à celui prévu à l'article 4.3.1. ci-dessus.

4.5. Délais et retenues pour remise des documents

Les plans et autres documents à fournir pendant la durée du chantier devront être remis au maître d'œuvre 5 jours au plus tard après la demande écrite.

Les plans et autres documents à fournir après réception par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG devront être remis au maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard, une retenue de **30 € par jour calendaire** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. Retenue de Garantie. Garantie à première demande. Caution

Une retenue de garantie, limitée à 5 % du montant du marché, sera appliquée sur les situations et mémoires.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande, ou par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie, ou cette caution bancaire, devront être constituées en totalité au plus tard à la date à laquelle l'entrepreneur transmettra sa demande de paiement correspondant à la première situation.

En cas d'avenant, elle sera complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie sera remboursée, ou la caution levée au plus tard un mois après expiration du délai de garantie de parfait achèvement (12 mois).

5.2 Avance forfaitaire : sans objet.

5.3 Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2 Mise à disposition des lieux d'emprunt : sans objet.**6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

6.3.1 Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier. Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle proposé par le maître d'œuvre.

6.3.2 Sans objet.

6.3.3 Le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés par application d'un prix de bordereau
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître d'ouvrage.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ou de leur réception par l'entrepreneur, ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Ces opérations feront l'objet d'une rémunération spéciale de l'entrepreneur :

- sur prix unitaires portés au bordereau des prix, ou
- sur prix forfaitaires portés à l'état des prix forfaitaires.

7 IMPLANTATION DES OUVRAGES**7.1 Piquetage général**

Il sera obligatoirement établi un géomètre agréé aux frais de l'entreprise.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Les conduites, canalisations et gaines existantes aux abords du chantier seront repérées avec des jalons visibles. L'entrepreneur du lot 01 devra demander au préalable aux services concessionnaires locaux l'implantation et le repérage de leurs réseaux et lignes (réseaux eaux pluviales, eaux usées, lignes électriques, de télécommunication, câbles et réseau eau potable).

8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**8.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux.**

Il est fixé une période de préparation, qui est comprise dans le délai d'exécution global. Sa durée est fixée à quatre semaines (4) jours à compter du début du délai.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du maître d'ouvrage :
 - recueil et communication de toutes les informations disponibles dépendant du maître de l'ouvrage ou de tierces personnes, sur la nature et la position des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations, câbles, cuves etc... situés au droit ou au voisinage du terrain d'assiette du chantier.

- désignation des facilités données pour l'installation de chantier des entrepreneurs qui concernent :
 - ❖ les emplacements mis gratuitement à la disposition des entreprises pour leurs installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, ainsi que les conditions s'y rapportant,
 - ❖ les installations, matériels, fluides et énergie mis à la disposition des entreprises pour l'exécution des travaux, ainsi que les conditions s'y rapportant,
 - ❖ les installations dont l'établissement et l'entretien sont pris en charge par le maître de l'ouvrage.
- désignation des dispositions particulières, visées à l'article 34.2 du CCAG, à respecter par l'entrepreneur mandataire en ce qui concerne les voies publiques telles qu'itinéraires obligatoires, limitations de charge ou de vitesse, périodes d'interdiction ...
- par les soins du maître d'œuvre :
 - présentation récapitulative des plans de la phase DCE et des notes de calculs nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 8.2. ci-après.
- par les soins de l'entrepreneur :
 - établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et plans de détail d'atelier ou de chantier, nécessaires pour le début des travaux.
 - réalisation des installations de chantier ; fourniture et pose, à la charge de l'entrepreneur, d'un panneau de chantier et de son support, suivant le modèle fourni par le maître d'œuvre et accepté par le maître d'ouvrage, le lieu d'implantation étant fixé par le maître de l'ouvrage.
 - élaboration du calendrier général détaillé d'exécution visé à l'article 4.1.2.

8.2 Plans d'exécution, notes de calculs, études de détails

Le maître d'œuvre n'est pas chargé d'établir les plans de détail d'exécution et notes de calculs des lots techniques.

Ces documents sont établis par l'entrepreneur et les montants correspondants réputés inclus dans son offre. Ils seront soumis au visa de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

8.3 Mesures d'ordre social. Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10%).

8.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

L'installation de chantier des entreprises bénéficie des facilités données par le maître d'ouvrage selon les dispositions prévues à l'article 8.1 ci-dessus.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

Les installations de chantier seront conformes au PGCSPS.

Sécurité et hygiène du chantier

L'entrepreneur doit prendre sur le chantier toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène, telles que précisées aux articles 31.41 et 31.42 du CCAG et aux articles 10 à 13 de la Section I du décret n° 77 996 du 19 Août 1977 du Code du Travail.

L'entrepreneur a connaissance et fera application de :

- la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993
- du décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994

- de l'arrêté du 7 mars 1995 (article 236.2 du code du travail : déclaration préalable hygiène et sécurité du travail).

Un coordonnateur SPS est **en cours de désignation** par le maître d'ouvrage.

Les installations de chantier seront conformes au PGCSPS.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique : se reporter aux directives de la Mairie de MIOS.

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par l'entrepreneur mandataire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux, font l'objet des indications portées à l'article 8.1. ci-dessus.

8.5 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public : sans objet.

8.6 Protection des nappes phréatiques

Aucun stockage ou déversement d'hydrocarbures ou de produit polluant de toute nature ne devra être opéré par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier sans précaution particulière. Le stockage des hydrocarbures, l'alimentation des engins de chantier et leur entretien ne pourront avoir lieu sur le chantier même, que s'ils sont exécutés sur une aire étanche munie d'un canal d'écoulement et d'un puisard récepteur des eaux pollués de capacité suffisante et de dispositifs de protection efficaces contre l'incendie. L'entrepreneur devra proposer au maître d'œuvre un ou des emplacements et un plan des installations à réaliser.

En outre, une surveillance constante du chantier devra être faite par l'entrepreneur pour éviter que des véhicules étrangers y procèdent à la décharge ou à la vidange de produits polluants ou d'hydrocarbures.

Tout incident, intéressant la protection de la nappe phréatique sera immédiatement porté à la connaissance du Directeur Départemental de l'Équipement qui prendra éventuellement l'attache des autres services de l'état concernés. Un libre accès au chantier sera garanti à tout agent dûment mandaté pour effectuer un contrôle de la qualité des eaux.

8.7 Incendies

L'entrepreneur devra, préalablement à toute activité sur son chantier, prendre contact avec le service départemental de la lutte contre l'incendie et solliciter ses instructions.

Il devra à ses frais, prendre toutes précautions utiles et observer toutes les consignes prescrites par ce service. Il supportera seul toutes les conséquences des incendies qui seraient provoqués par sa négligence ou par l'inobservation des consignes données.

8.8 Sujétions diverses

8.8.1. Mesures de sécurité au voisinage de lignes, câbles en installations électriques.

L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions du titre XII, chapitre premier du décret du 8 janvier 1965 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail et imposant en particulier les obligations suivantes :

L'entrepreneur qui se propose d'effectuer des travaux au voisinage de lignes aériennes ou d'installations électriques, doit s'informer auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privé en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations afin de pouvoir s'assurer qu'au cours de l'exécution des travaux, le personnel ne sera pas susceptible de s'approcher lui-même ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'il utilisera ou une partie quelconque des matériels ou matériaux qu'il manutentionnera à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension et notamment à une distance inférieure à cinq (5) mètres.

Il doit être tenu compte pour déterminer les distances minimales qu'il convient de respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension d'une part, de tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, canalisations ou installations électriques, d'autre part de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe), ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.

Tout entrepreneur qui se propose d'effectuer des travaux de terrassements, des fouilles, des forages ou des enfoncements, doit s'informer auprès du service de voirie intéressé en cas de travaux sur le domaine Public, auprès du propriétaire ou de son répondant en cas de travaux sur le domaine privé et dans tous les cas auprès du représentant local de la distribution d'énergie électrique ; s'il existe des canalisations électriques souterraines qu'elles soient ou non enterrées à l'intérieur du périmètre des travaux projeté ou à moins de 1,50 m à l'extérieur de ce périmètre.

Lorsque des travaux de terrassements, des fouilles, des forages ou des enfoncements doivent être effectués au voisinage de canalisations électriques souterraines de quelque classe que ce soit, le parcours des canalisations et l'emplacement des installations doivent être balisés de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peinture ou tout autre dispositif ou moyen équivalent.

Ce balisage doit être effectué avant le début des travaux et maintenu pendant toute la durée. L'entrepreneur est tenu en outre, de désigner une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 m de canalisations ou installations électriques souterraines.

En exécution des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1971, l'entrepreneur est tenu d'adresser au représentant local de la distribution d'énergie électrique, la déclaration d'intention de travaux à proximité de canalisations électriques aériennes ou souterraines à moins de dix jours francs avant la date prévue pour le début des travaux.

L'application de ces mesures de sécurité ainsi que celles qui pourraient lui être imposés par l'exploitant ne donneront lieu à aucune rémunération particulière.

8.8.2 Rencontre de câbles de télécommunications souterrains

En cas de dommage causé accidentellement à un câble de télécommunications, même une simple perforation par outil pointu, l'entrepreneur préviendra le service intéressé même la nuit et les jours non ouvrables. La perforation sera aussitôt obturée avec une toile adhésive genre Chatterton, pour éviter une aggravation du dommage par pénétration d'humidité dans l'âme et de ce fait une augmentation parfois très forte des frais de réparations dont le remboursement en vertu des articles R 43 et R 44 du Code des PTT, sera réclamé à l'entrepreneur responsable.

Si ces troubles de toute nature ou des avaries résultant des travaux d'établissement ou d'entretien des installations autorisées se révélaient ultérieurement sur câbles souterrains de Télécommunications, l'entrepreneur serait tenu de rembourser à l'administration des PTT les dépenses nécessitées pour la réparation des câbles.

8.8.2.1. Dispositions relatives aux câbles de télécommunications à grande et moyenne distance

Dix (10) jours au moins avant l'ouverture d'un chantier sur le domaine public, et en cas d'interruption des travaux, avant la reprise de ceux-ci, l'entrepreneur devra informer le Service des Télécommunications du Réseau National (TRN).

Le préavis indiquera la date de commencement des travaux, leur nature et l'emplacement du chantier. Un croquis sera fourni le cas échéant. Si des câbles à grande et moyenne distance sont intéressés par les travaux prévus, un agent du service des TRN sera délégué sur les lieux. Aucun terrassement au voisinage des installations souterraines de Télécommunications ne sera commencé sans son accord.

L'entrepreneur sera tenu d'appliquer les mesures qui lui seront indiquées par cet agent pour assurer la sécurité des câbles de télécommunication ; les prescriptions édictées à ce sujet font l'objet d'une notice dont un exemplaire pourra être remis au responsable du chantier.

Toutefois, en cas d'accidents sur ces ouvrages exigeant une réparation immédiate, l'entrepreneur sera dispensé de se conformer au délai de dix (10) jours à charge pour lui d'aviser le service cité ci-dessus dans un délai de vingt quatre heures..

Dans ce dernier cas, si un câble de télécommunications est intéressé ou mis à découvert au cours des travaux, la fouille ne sera comblée qu'après accord de l'agent du service de Télécommunications.

Il est précisé que le passage ou la présence de l'agent du service des TRN ne saurait en aucun cas dégager la responsabilité de l'entrepreneur si malgré les recommandations faites, des détériorations étaient occasionnées aux câbles de télécommunications.

8.8.2.2. Dispositions relatives aux câbles de télécommunications souterrains régionaux.

Il est fait obligation à l'entrepreneur de faire parvenir une demande de renseignements au service concerné avant l'ouverture du chantier.

8.8.3. Dispositions de protection des arbres : sans objet.**9 CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX****9.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

9.1.1 Les essais et contrôle d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTP ainsi que les documents techniques COPREC seront exécutés, conformément aux instructions des dits documents techniques, par autocontrôle, par des tiers intervenant pour le compte de l'entrepreneur, par le contrôleur technique ou par le maître d'œuvre. Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais et contrôles.

9.1.2 Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

9.2 Réception**9.2.1 Réception**

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et essais de bon fonctionnement définis au CCTP, notamment après réalisation des essais et fourniture des documents COPREC, et après la levée de tous les avis défavorables ou suspendus du Bureau de Contrôle.

9.2.2 Essais pour la vérification des résultats

Les essais sont effectués à l'initiative de l'entrepreneur au plus tard dix mois après la réception des installations, le maître d'ouvrage étant averti, au plus tard la veille, du début de la réalisation des essais.

Dans le cas où les essais ne seraient pas réalisés dans le délai prescrit, la personne responsable du marché peut les faire exécuter aux frais de l'entrepreneur.

Dans le cas où les résultats ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur, conformément au § 41.6 du CCAG, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

Le cautionnement est restitué ou la caution qui le remplace est libérée si les résultats des essais sont satisfaisants.

9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages : sans objet

9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages : sans objet.

9.5 Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception ne font l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.6 Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière : parfait achèvement : 1 an, bon fonctionnement : 2 ans.

9.7 Garanties particulières : sans objet.

9.8 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil.
- Ces attestations devront être également fournies au maître d'œuvre à la date de réception des travaux.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune main-levée de caution ne peuvent avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui le cas échéant lui incombent.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice, de l'application des dispositions de l'article 49 du CCAG, de payer directement les primes d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations apportées aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP :

- dérogation à l'article 11.3 du CCAG résultant de l'article 3.3.4. du CCAP.

Dressé par le maître d'œuvre Anne KRIEGER, architecte DPLG

Sous le contrôle du maître d'ouvrage,

L'entrepreneur (signature et cachet)

Lu et accepté

A....., le.....